

---

**Réglementation temporaire**  
**Autorisant l'occupation du domaine public**  
**Intervention élagages et abattages arbres**  
**Rue de Louzillais et rue Tanguy Brigent**  
**Lundi 11 mai 2026**

---

PM\_A\_26\_103 RF

Le Maire de Pacé,

- Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L.2212-2 et suivants,
- Vu le Code de la Route, annexé à l'ordonnance du 22 septembre 2000, modifiée par une ordonnance du 21 décembre 2000 et d'un décret du 22 mars 2001, notamment ses articles R 411-8, R 411-25 et suivants,
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment l'article 133 du livre I – 8ème partie (signalisation temporaire),
- Vu l'arrêté municipal du 10 août 1990 relatif aux occupations du domaine public ;
- Vu la délibération n° 14/20 du 22 mars 2022 prévoyant les modalités d'occupation du domaine public ;
- CONSIDÉRANT la demande présentée par M Grubert, représentant l'entreprise I.S élagage, 19 rue Frère Henri 35000 Rennes,
- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer l'utilisation du domaine public dans le but de garantir la sécurité de tous.

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Dans le cadre des travaux d'élagages et d'abattages d'arbres rue de Louzillais à la rue Tanguy Brigent à Pacé, l'entreprise **I.S élagage** est autorisée à occuper le domaine public, au droit du chantier, afin d'y installer une nacelle.

### ARTICLE 2

Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant à tous véhicules au droit du chaque chantier.



## ARTICLE 3

Le demandeur mettra la signalisation adéquate pour baliser et sécuriser le chantier.

La circulation piétonne devra être maintenue ou déviée en toute sécurité.

## ARTICLE 4

Toutes dispositions seront prises pour éviter les accidents par chute de matériaux pour tout motif aux ouvriers et usagers de la voie publique. Il sera, notamment, établi des planchers horizontaux de service et de protection, des bardages verticaux ainsi que des voiles plastiques pare-poussières (si nécessaire). Tout danger, même temporaire, sera signalé à l'attention du public.

## ARTICLE 5

Le présent arrêté est accordé sous réserve des droits des tiers. Il sera périmé de plein droit s'il n'en a pas été fait usage dans le délai cité dans l'article 2. L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

## ARTICLE 6

Le pétitionnaire est averti qu'il doit se conformer aux prescriptions du présent règlement ainsi qu'aux dispositions du code de Police et Arrêtés Municipaux en vigueur.

En cas d'infraction, le pétitionnaire sera poursuivi devant la juridiction compétente.

## ARTICLE 7

Monsieur le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

## ARTICLE 8

- Mme la Directrice Générale des Services,
- M le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de PACÉ,
- M. le Chef de la Police Municipale,
- M Grubert, représentant l'entreprise I.S élagage

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Pacé, le 28 avril 2026,



P/Le Maire  
Mme Le Marchand,  
Première Adjointe

